Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Isabelle Perron, suis responsable de la préparation du Rapport financier consolidé de Municipalité de Terrasse-Vaudreuil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024 et atteste de sa véracité.

[Originale signée]

Signature _____ Date 12 août 2025

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants 1
État consolidé des résultats 5
État consolidé de la situation financière 6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) 7
État consolidé des flux de trésorerie 8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés 9
Renseignements complémentaires consolidés
- Informations sectorielles consolidées
  - Résultats détaillés par organismes 27
  - Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes 28
  - Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes 29
  - Situation financière par organismes 30
- Charges par objets 31
- Excédent (déficit) accumulé 32
- Avantages sociaux futurs 36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés 43
Analyse des charges consolidées 55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil**

Opinion avec réserve

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** et de son partenariat (« le groupe »), qui comprennent l'état de la situation financière consolidé au 31 décembre 2024, et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables (les « états financiers »).

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles des problèmes décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » du présent rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** au 31 décembre 2024, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application au 1 er janvier 2023 du chapitre SP 3280, « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations » du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la municipalité n'a pas évalué ni comptabilisé, au 31 décembre 2024, un passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. La municipalité n'a pas obtenu les informations concernant le coût de désamiantage et le risque de présence d'amiante devant être utilisés pour calculer le passif au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir des éléments probants suffisants et adéquats en ce qui concerne le montant qui aurait dû être comptabilisé et les informations à fournir sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Par conséquent, nous n'avons pas pu déterminer si des ajustements pourraient devoir être apportés aux montants comptabilisés comme passif, aux informations fournies dans les états financiers consolidés, aux charges ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2024. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion d'audit modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion avec réserve.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations – Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la **Municipalité de Terrasse-Vaudreuil** inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14, S15 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe;

- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;

- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;

- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

BCGO s.e.n.c.r.l.
Vaudreuil-Dorion, le 11 juillet 2025
1 Par CPA auditrice, permis de comptabilité publique no. A107797

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Revenus				
Taxes	1	3 169 625	3 169 800	2 982 698
Compensations tenant lieu de taxes	2	50 913	47 797	44 081
Quotes-parts	3			
Transferts	4	138 448	1 668 267	265 042
Services rendus	5	63 100	94 900	95 468
Imposition de droits	6	93 400	101 780	125 358
Amendes et pénalités	7	7 000	445	10 210
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	28 000	61 144	60 755
Autres revenus	10	37 000	68 733	29 275
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	3 587 486	5 212 866	3 612 887
Charges				
Administration générale	14	856 949	915 952	843 055
Sécurité publique	15	621 786	729 885	704 109
Transport	16	402 774	535 495	493 806
Hygiène du milieu	17	1 090 954	1 208 591	1 344 286
Santé et bien-être	18	14 716	13 137	13 414
Aménagement, urbanisme et développement	19	125 834	126 731	118 991
Loisirs et culture	20	315 363	359 287	362 936
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	28 546	50 887	41 388
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	3 456 922	3 939 965	3 921 985
Excédent (déficit) lié aux activités	25	130 564	1 272 901	(309 098)
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		5 328 160	5 637 258
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	27			
Solde redressé	28		5 328 160	5 637 258
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités, à la fin de l'exercice	29		6 601 061	5 328 160

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	254 480	225 193
Débiteurs (note 5)	2	2 001 694	571 903
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	2 256 174	797 096
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10	486 994	296 438
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	1 602 350	215 115
Revenus reportés (note 11)	12	12 010	77 766
Dette à long terme (note 12)	13	2 000 525	1 837 506
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	4 101 879	2 426 825
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 845 705)	(1 629 729)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	8 373 350	6 887 639
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	7 097	6 405
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	66 319	63 845
	23	8 446 766	6 957 889
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	6 601 061	5 328 160
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	6 601 061	5 328 160
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	6 601 061	5 328 160

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Budget	Réalisations	
		2024	2024	2023
Excédent (déficit) lié aux activités	1	130 564	1 272 901	(309 098)
Variation des immobilisations corporelles				
Acquisition	2	( )	(1 898 690)	(325 280)
Produit de cession	3			
Amortissement	4		412 979	378 791
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7			
	8		(1 485 711)	53 511
Variation des propriétés destinées à la revente	9			
Variation des stocks de fournitures	10		(692)	(901)
Variation des actifs incorporels achetés	11			
Variation des autres actifs non financiers	12		(2 474)	(56 262)
	13		(3 166)	(57 163)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15			
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	130 564	(215 976)	(312 750)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	17		(1 629 729)	(1 316 979)
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	18			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19			
Solde redressé	20		(1 629 729)	(1 316 979)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21		(1 845 705)	(1 629 729)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises.*

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 272 901	(309 098)
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	412 979	378 791
Autres			
▪	3.1		
	4	1 685 880	69 693
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(1 429 791)	(194 595)
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 387 235	(41 672)
Revenus reportés	8	(65 756)	66 600
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10		
Stocks de fournitures	11	(692)	(901)
Autres actifs non financiers	12	(2 474)	(56 262)
	13	1 574 402	(157 137)
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(1 898 690)	(325 280)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	( )	( )
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(1 898 690)	(325 280)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	( )	( )
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	( )	( )
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	504 769	148 267
Remboursement de la dette à long terme	25	(339 715)	(281 299)
Variation nette des emprunts temporaires	26	190 556	282 170
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(2 035)	(206)
Autres			
▪	28.1		
	29	353 575	148 932
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	29 287	(333 485)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	225 193	558 678
Redressement aux exercices antérieurs (note 24)	32		
Solde redressé	33	225 193	558 678
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	254 480	225 193

Éléments sans effet sur la trésorerie (note 23)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité de Terrasse-Vaudreuil est un organisme municipal constitué et régi en vertu du code Municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La municipalité fait partie de la Municipalité régionale de comté de Vaudreuil-Soulanges, regroupant 23 municipalités qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. La MRC a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur en 1982. Les dépenses de la MRC, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La municipalité est responsable d'environ 0,92 % des sommes à répartir entre les municipalités.

La municipalité fait également partie de la Communauté métropolitaine de Montréal regroupant 82 municipalités. La Communauté métropolitaine de Montréal est un organisme de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences suivantes:

- l'aménagement du territoire
- le développement économique
- le logement social
- les équipements, les infrastructures, les services et activités à caractère métropolitain
- le transport en commun
- le réseau artériel métropolitain
- la planification de la gestion des matières résiduelles
- l'assainissement de l'atmosphère
- l'assainissement des eaux usées.

La Communauté métropolitaine de Montréal a été créée par une loi de l'Assemblée Nationale du Québec entrée en vigueur le 1er janvier 2001. Les dépenses de la Communauté métropolitaine de Montréal, après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. Au cours de l'exercice 2024, la municipalité a assumé une quote-part de 36 982 $, incluant la contribution que la municipalité doit verser à son OMH à l'égard des logements à loyer modique, soit 10 % du déficit d'exploitation en conformité avec le contrat conclu avec la Société d'habitation du Québec et l'office concerné.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S15 et S23.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Périmètre comptable et partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot.

Les comptes de la municipalité et de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot compris dans le périmètre comptable sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne. Les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

La municipalité ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la Régie de l'eau de L'Île-Perrot pour l'exercice est de 6,78 % pour la consommation et de 6,01 % pour les débits réservés alors qu'il était respectivement de 6,33 % et 6,01 % en 2023.

L’expression “Administration municipale” utilisée réfère à la Municipalité de Terrasse-Vaudreuil excluant l'organisme qu’elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés au titre des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

La principale estimation comprend la durée de vie utile des immobilisations.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Revenus reportés

Les montants encaissés et relatifs à une période subséquente sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation.

Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation est comptabilisée par l'organisme municipal en présence d'une obligation juridique liée à la mise hors service d'une immobilisation corporelle qui découle de son acquisition, de sa construction, de son développement ou de sa mise en valeur ou de son exploitation normale. L'organisme municipal comptabilise un passif au titre d'une telle obligation dans la période où celui-ci prend naissance, à la condition qu'il soit possible d'en faire une estimation raisonnable.

Le montant comptabilisé au titre d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation correspond à la meilleure estimation de la direction de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation à la date des états financiers. Les coûts de mise hors service sont capitalisés au coût des immobilisations corporelles concernées et amortis linéairement à compter de la date de l'obligation juridique jusqu'au moment prévu de l'exécution des activités de mise hors service.

L'évaluation initiale du passif est effectuée en ayant recours à l'actualisation des flux de trésorerie estimatifs nécessaires pour procéder aux activités de mise hors service. Les flux de trésorerie sont ajustés en fonction de l'inflation et actualisés selon le taux d'actualisation qui représente la meilleure estimation de la direction quant au coût des fonds nécessaires pour régler l'obligation à son échéance, qu'elle soit connue ou estimée.

Le passif comptabilisé est ajusté chaque année en fonction des nouvelles obligations, des coûts réels engagés, des révisions des estimations et de la charge de désactualisation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

E) Actifs non financiers

La municipalité comptabilise les immobilisations et certains actifs à titre d'actifs non financiers puisqu'ils peuvent normalement servir à fournir des services dans des exercices ultérieurs. Ces actifs ne fournissent pas de ressources affectables au règlement de passifs, à moins d'être vendus.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes:

Infrastructures	Linéaire	10, 15, 20 et 40 ans
Bâtiments	Linéaire	40 ans
Véhicules	Linéaire	10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	Linéaire	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	Linéaire	10 ans
Véhicules - Régie de l'eau de l'Île-Perrot	Dégressif	30 %

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Stocks

Les stocks sont comptabilisés au moindre du coût, établi selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de remplacement. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus

Revenus autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert

Les revenus, autres que les recettes fiscales et les revenus de transfert, sont constatés lorsque l'opération ou l'événement s'est produit, que l'entité s'attend à en obtenir les avantages économiques futurs et de façon distincte s'il s'agit d'une opération avec ou sans contrepartie (avec ou sans obligation de prestation). Une opération avec contrepartie est une opération dans le cadre de laquelle des biens ou des services sont fournis à un payeur en échange d'une valeur. Dans le cas contraire, une opération sans contrepartie est une opération ou un événement qui n'implique pas de transmission directe de biens ou de services au payeur tels que l'imposition d'une amende ou d'une contravention.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Les revenus d'une opération avec contrepartie sont constatés lorsque l'entité remplit (ou à mesure qu'elle remplit) l'obligation de prestation en fournissant les biens ou services promis au payeur. Pour les opérations avec contrepartie, l'entité doit identifier si l'opération comprend plusieurs services et biens distincts. Chaque bien ou service distinct s'accompagne d'une obligation de prestation à traiter séparément où le prix de transaction sera réparti sur l'ensemble des biens et services distincts de l'opération.

Les revenus d'une opération sans contrepartie sont constatés lorsque l'entité a le pouvoir de revendiquer ou de prélever une entrée de ressources économiques et qu'une opération ou un événement passé est à l'origine d'un actif.

Recettes fiscales

Les recettes fiscales sont comptabilisées de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les revenus de taxes et de compensations tenant lieu de taxes sont constatés lors du dépôt des rôles de perception.
- Les ajustements de revenus de taxes à la suite de l'entrée en service de modifications apportées à des immeubles ou de nouveaux immeubles sont constatés à partir des certificats émis par l'évaluateur qui ont un effet rétroactif sur l'exercice.
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits.

Revenus de transfert

Les transferts sont constatés et comptabilisés aux revenus dans l'exercice au cours duquel ils sont autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité et la régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le régime enregistré d'épargne retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/O

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie et les autres créances à recevoir sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, des mutations et des amendes et pénalités sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'emprunt, les créditeurs et charges à payer, à l'exception des taxes à la consommation à payer et des avantages sociaux à payer, les intérêts courus à payer et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Revenus (chapitres SP 3400)

À compter du présent exercice, l'organisme municipal a adopté les exigences du chapitre SP 3400, *Revenus*, du *Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public*, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2023. Le chapitre SP 3400 comprend des exigences relatives à la comptabilisation, à l'évaluation et à la présentation des revenus courants dans le secteur public, notamment par une distinction entre les opérations comportant des obligations de prestations de celles qui n'en comportent aucune. Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers, notamment sur la présentation des sources et des types de revenus importants ainsi qu'une description de la façon dont chacun des types de revenus est comptabilisé.

Les effets sur les états financiers de l'organisme municipal portent principalement sur les revenus d'imposition de droits autres que les droits de mutation immobilière, sur les services rendus, sur les amendes et pénalités ainsi que sur les autres revenus.

Ces nouvelles exigences ont été appliquées de façon prospective. L'adoption de cette nouvelle norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de l'organisme.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2024	2023
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	254 480	225 193
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	254 480	225 193
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	( )	( )
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	254 480	225 193
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	254 480	225 193
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8	204 269	148 267

Note

5. Débiteurs

		2024	2023
Taxes municipales	9	224 168	178 260
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	624 466	218 168
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	986 321	42 336
Organismes municipaux	13	122 799	65 532
Autres			
▪ Entreprises et individus et mutations	14.1	22 790	52 040
▪ Intérêts courus	14.2	21 150	15 567
	15	2 001 694	571 903
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	4 790	5 457
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22		
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23	498 420	
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	19 257	14 971
Ministère de la Culture et des Communications	25		
Autres ministères/organismes	26	106 789	203 197
	27	624 466	218 168

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

6. Prêts

		2024	2023
Prêts à un office d'habitation	28		
Prêts à un fonds d'investissement	29		
Autres			
▪	30.1		
	31		
Provision pour moins-value déduite des prêts	32		

Note

7. Placements de portefeuille

		2024	2023
Évalués au coût ou au coût après amortissement			
Placements à titre d'investissement	33		
Autres placements	34		
Évalués à la juste valeur			
Placements à titre d'investissement	35		
Autres placements	36		
	37		
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	38		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	39		

Note

8. Autres actifs financiers

		2024	2023
Propriétés destinées à la revente (note 16)	40		
Autres			
▪	41.1		
	42		

Note

9. Emprunts temporaires

La municipalité a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes, autorisée au montant de 700 000 $ (700 000 $ en 2023) au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge n'était pas utilisée (0 $ en 2023).

La municipalité a également négocié une marge de crédit autorisée au montant de 1 222 023 $ (0 $ en 2023) au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge n'était pas utilisée (0 $ en 2023). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

La régie a négocié auprès de son institution financière une marge de crédit autorisée de 14 924 057 $ portant intérêt au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge avait un solde de 8 103 060 $ (4 932 405 $ en 2023). Cette somme a été autorisée dans le cadre d'un règlement d'emprunt pour la réalisation de travaux municipaux.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

De plus, la régie a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 500 000 $ au taux préférentiel. Au 31 décembre 2024, cette marge de crédit n'était pas utilisée (0 $ en 2023).

10. Créditeurs et charges à payer

		2024	2023
Fournisseurs	43	1 198 866	69 368
Salaires et avantages sociaux	44	187 166	87 170
Dépôts et retenues de garantie	45	174 455	38 916
Provision pour contestations d'évaluation	46		
Autres			
▪ Intérêts courus sur dette l.t.	47.1	19 562	9 229
▪ Autres courus et passifs	47.2	22 301	10 432
	48	1 602 350	215 115

Note

11. Revenus reportés

		2024	2023
Taxes perçues d'avance	49	12 010	18 069
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	50		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	51		
Accès entreprise Québec	52		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	53		
Autres			
▪ MTQ - Fonds de la sécurité routière	54.1		59 697
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	55		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	56		
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	57		
Société québécoise d'assainissement des eaux	58		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	59		
Autres contributions des promoteurs	60		
Fonds de redevances réglementaires	61		
Autres			
▪	62.1		
	63	12 010	77 766

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à		2024	2023
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,70	5,20	2028	2045	64	2 006 202	1 841 148
Obligations et billets en monnaies étrangères					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	2 006 202	1 841 148
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(5 677)	(3 642)
					72	2 000 525	1 837 506

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2024
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2025	73		144 361			144 361
2026	74		148 529			148 529
2027	75		152 602			152 602
2028	76		156 930			156 930
2029	77		128 202			128 202
2030 et plus	78		1 275 578			1 275 578
	79		2 006 202			2 006 202
Intérêts et frais accessoires	80			( )		( )
	81		2 006 202			2 006 202

Note

Lors du refinancement, l'organisme rembourse le solde au prêteur pour ensuite contracter une nouvelle dette à long terme d'un montant équivalent ou moindre.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

13. Avantages sociaux futurs

		2024	2023
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82		
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83		
	84		
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85		
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86		
Régimes à cotisations déterminées	87	60 339	48 430
Autres régimes (REER et autres)	88		
Régimes de retraite des élus municipaux	89	14 806	15 779
	90	75 145	64 209

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note

14. Autres passifs

		2024	2023
Assainissement des sites contaminés	91		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	92		
Autres			
▪	93.1		
	94		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	95		
Passifs engagés	96		
Passifs réglés	97	( )	( )
Charge de désactualisation[1]	98		
Révisions des estimations de flux de trésorerie	99		
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	100		

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	101	3 574 534	740 443		4 314 977
Eaux usées	102	4 303 859	205 167		4 509 026
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	103	997 612	182 487		1 180 099
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	104.1	83 365			83 365
▪ Sites d'entreposage et autres	104.2	119 577			119 577
Réseau d'électricité	105				
Bâtiments	106	1 913 061	135 632		2 048 693
Améliorations locatives	107				
Véhicules	108	939 556	8 659		948 215
Ameublement et équipement de bureau	109	79 162			79 162
Machinerie, outillage et équipement divers	110	436 242	123 536		559 778
Terrains	111	412 243			412 243
Autres	112				
	113	12 859 211	1 395 924		14 255 135
Immobilisations en cours	114	488 472	502 766		991 238
	115	13 347 683	1 898 690		15 246 373
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	116	1 544 305	111 373		1 655 678
Eaux usées	117	2 741 610	112 221		2 853 831
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	118	397 572	37 664		435 236
Autres					
▪ Parcs et terrains de jeux	119.1	56 114	3 762		59 876
▪ Sites d'entreposage et autres	119.2	54 573	5 823		60 396
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	574 647	50 142		624 789
Améliorations locatives	122				
Véhicules	123	724 218	39 962		764 180
Ameublement et équipement de bureau	124	55 414	7 011		62 425
Machinerie, outillage et équipement divers	125	311 591	45 021		356 612
Autres	126				
	127	6 460 044	412 979		6 873 023
VALEUR COMPTABLE NETTE	128	6 887 639			8 373 350
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	129				
Amortissement cumulé	130	( )	( )	( )	( )
Valeur comptable nette	131				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

16. Propriétés destinées à la revente

		2024	2023
Immeubles de la réserve foncière	132		
Immeubles industriels municipaux	133		
Autres	134		
	135		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	136		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	137		

Note

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	138.1				
	139				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	140.1				
	141				
VALEUR COMPTABLE NETTE	142				

Note

18. Autres actifs non financiers

		2024	2023
Frais payés d'avance			
▪ Frais payés d'avance	143.1	66 319	63 845
Autres			
▪	144.1		
	145	66 319	63 845

Note

19. Obligations contractuelles

Collecte, transport et disposition des résidus domestiques

La municipalité s'est engagée en vertu d'un contrat d'une durée de deux ans échéant en 2026 pour la collecte, transport et disposition des résidus domestiques. Les versements nets à effectuer relativement à ce contrat au cours des deux prochains exercices sont de 97 783 $.

20. Droits contractuels

S/O

21. Passifs éventuels

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) Cautionnements et garanties

Description		Montant initial des cautions	Solde des cautionnements 2024	Solde des cautionnements 2023
Emprunts temporaires				
▪	146.1			
	147			
Dettes à long terme				
▪	148.1			
	149			
	150			

S/O

B) Auto-assurance

S/O

C) Poursuites

S/O

D) Autres

S/O

22. Actifs éventuels

S/O

23. Éléments sans effet sur la trésorerie

S/O

24. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

25. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financier nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

26. Instruments financiers

Gestion des risques liés aux instruments financiers

Dans le cours normal de ses activités, l'organisme municipal est exposé à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour l'organisme municipal sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes et tenant lieu de taxes, les mutations et les amendes et pénalités) et aux autres créances à recevoir.

L'exposition maximale de l'organisme municipal au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le risque de crédit associé à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues.

Débiteurs

Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales et tenant lieu de taxes à recevoir, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque l'organisme municipal évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. L'organisme municipal ne détient aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, l'organisme municipal croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Il établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Il enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2024	2023
Non en souffrance	1 533 009	270 207
En souffrance :		
moins de 30 jours	5 994	556
de 30 à 60 jours	2 270	-
plus de 60 jours	272	885
	1 541 545	271 648
Moins la provision pour créances douteuses	-	-
	1 541 545	271 648

Les variations, au cours de l'exercice, du compte de provision pour créances douteuses s'établissent comme suit :

Solde au début	-
Provision comptabilisée aux résultats de l'exercice	-
Montants recouvrés	-
Solde à la fin	-

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipal éprouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipal établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit.

2024

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	-	–	–	–	_
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	1 466 047	–	–	–	1 466 047
Intérêts courus à payer	19 562	–	–	–	19 562
Dettes	144 361	458 061	247 596	1 156 184	2 006 202
	2 116 964	458 061	247 596	1 156 184	5 931 846

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

2023

	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	296 438	–	–	–	296 438
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financier	232 430	–	–	–	232 430
Intérêts courus à payer	9 228	–	–	–	9 228
Dettes	135 441	377 831	299 447	1 028 429	1 841 148
	673 537	377 831	299 447	1 028 429	2 379 244

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts se renouvellent automatiquement à la fin du mois.

La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

31 décembre 2024			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	176 292	77 023	194 443
Débiteurs	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	-	486 994	486 994
Dettes	2 006 202	-	2 006 202

31 décembre 2023			
	Taux d'intérêt fixe	Taux d'intérêt variable	Total
Actifs financiers			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	117 420	106 608	224 028
Débiteurs	-	-	-
Passifs financiers			
Emprunts	-	296 438	296 438
Dettes	1 841 148	-	1 841 148

L'effet net, tant sur les actifs financiers que sur les passifs financiers, d'une augmentation (diminution) de taux d'intérêt égale à 1 % au cours de l'exercice aurait réduit (augmenté) de 22 988 $ l'excédent annuel lié aux activités de 2024 (19 136 $ en 2023).

27. Données comparatives

À des fins de comparaison, certaines données de l'exercice précédent ont été reclassées pour se conformer à la présentation adoptée en 2024.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 982 698	3 169 625	3 169 800			3 169 800
Compensations tenant lieu de taxes	2	44 081	50 913	47 797			47 797
Quotes-parts	3					209 029	
Transferts	4	265 042	138 448	365 333			365 333
Services rendus	5	95 468	63 100	89 446		5 454	94 900
Imposition de droits	6	125 358	93 400	101 780			101 780
Amendes et pénalités	7	10 210	7 000	445			445
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	55 133	28 000	54 742		6 402	61 144
Autres revenus	10	29 271	37 000	68 733			68 733
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	3 607 261	3 587 486	3 898 076		220 885	3 909 932
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15			1 302 934			1 302 934
Imposition de droits	16						
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
Effet net des opérations de restructuration	20						
	21			1 302 934			1 302 934
	22	3 607 261	3 587 486	5 201 010		220 885	5 212 866
Charges							
Administration générale	23	832 269	856 949	909 440	6 512		915 952
Sécurité publique	24	608 712	621 786	647 012	82 873		729 885
Transport	25	446 572	402 774	472 371	63 124		535 495
Hygiène du milieu	26	1 205 027	1 090 954	1 034 365	180 824	202 431	1 208 591
Santé et bien-être	27	13 414	14 716	13 137			13 137
Aménagement, urbanisme et développement	28	118 991	125 834	126 731			126 731
Loisirs et culture	29	342 467	315 363	329 176	30 111		359 287
Réseau d'électricité	30						
Frais de financement	31	30 843	28 546	34 070		16 817	50 887
Effet net des opérations de restructuration	32						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	331 096		363 444	(363 444)		
	34	3 929 391	3 456 922	3 929 746		219 248	3 939 965
Excédent (déficit) lié aux activités	35	(322 130)	130 564	1 271 264		1 637	1 272 901

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Excédent (déficit) lié aux activités	1	(322 130)	130 564	1 271 264	1 637	1 272 901
Moins : revenus d'investissement	2	( )	( )	(1 302 934)	( )	(1 302 934)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(322 130)	130 564	(31 670)	1 637	(30 033)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	331 096		363 444	49 535	412 979
Produit de cession	5					
(Gain) perte sur cession	6					
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	331 096		363 444	49 535	412 979
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(88 900)	(90 600)	(90 600)	(44 846)	(135 446)
	18	(88 900)	(90 600)	(90 600)	(44 846)	(135 446)
Affectations						
Activités d'investissement	19	( )	( )	(49 416)	(1 288)	(50 704)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	49 688		109 317		109 317
Excédent de fonctionnement affecté	21	417 447		2 236	230	2 466
Réserves financières et fonds réservés	22	(46 347)	(39 964)	(49 964)	(3 816)	(53 780)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	420 788	(39 964)	12 173	(4 874)	7 299
	26	662 984	(130 564)	285 017	(185)	284 832
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	340 854		253 347	1 452	254 799

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1		1 302 934		1 302 934
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
Ajouter (déduire)					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2	(14 640)	( )	( )	( )
Sécurité publique	3	(6 885)	(3 527)	( )	(3 527)
Transport	4	( )	(25 476)	( )	(25 476)
Hygiène du milieu	5	(6 037)	(1 128 097)	(542 378)	(1 670 475)
Santé et bien-être	6	( )	( )	( )	( )
Aménagement, urbanisme et développement	7	( )	( )	( )	( )
Loisirs et culture	8	( )	(199 212)	( )	(199 212)
Réseau d'électricité	9	( )	( )	( )	( )
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10	( )	( )	( )	( )
	11	(27 562)	(1 356 312)	(542 378)	(1 898 690)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12	( )	( )	( )	( )
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13	( )	( )	( )	( )
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14			300 500	300 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	15		49 416	1 288	50 704
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16		31 254		31 254
Excédent de fonctionnement affecté	17	6 037		18 551	18 551
Réserves financières et fonds réservés	18	21 525	68 951	3 136	72 087
	19	27 562	149 621	22 975	172 596
	20		(1 206 691)	(218 903)	(1 425 594)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21		96 243	(218 903)	(122 660)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	118 585	177 457	77 023	254 480
Débiteurs (note 5)	2	558 343	1 959 288	59 208	2 001 694
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	676 928	2 136 745	136 231	2 256 174
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10			486 994	486 994
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	165 870	1 507 722	111 430	1 602 350
Revenus reportés (note 11)	12	77 766	12 010		12 010
Dette à long terme (note 12)	13	1 446 936	1 354 735	645 790	2 000 525
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	1 690 572	2 874 467	1 244 214	4 101 879
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(1 013 644)	(737 722)	(1 107 983)	(1 845 705)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	5 776 524	6 769 392	1 603 958	8 373 350
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20			7 097	7 097
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	63 845	66 319		66 319
	23	5 840 369	6 835 711	1 611 055	8 446 766
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	378 312	451 231	39 704	490 935
Excédent de fonctionnement affecté	25		133 864	17 679	151 543
Réserves financières et fonds réservés	26	121 089	102 102	5 512	107 614
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	28			(516 179)	(516 179)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	4 327 324	5 410 792	956 356	6 367 148
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	4 826 725	6 097 989	503 072	6 601 061

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)
Actifs éventuels (note 22)

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	1 188 162	1 154 032	1 211 142	1 242 055
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	292 149	277 976	291 451	279 060
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6	47 168	47 168	47 168	45 285
Autres services	7	417 222	391 135	399 365	405 041
Autres biens et services	8	1 035 433	1 171 772	1 245 853	1 335 701
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	26 006	26 440	43 257	38 426
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11				
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	2 540	7 630	7 630	2 962
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	436 142	418 206	209 177	193 758
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	12 000	72 610	72 610	920
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19		363 444	412 979	378 791
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Créances douteuses et autres	21.1	100	(667)	(667)	(14)
	22	3 456 922	3 929 746	3 939 965	3 921 985

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	490 935	423 028
Excédent de fonctionnement affecté	2	151 543	29 996
Réserves financières et fonds réservés	3	107 614	125 921
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4	( )	( )
Financement des investissements en cours	5	(516 179)	(297 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	6 367 148	5 046 491
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	6 601 061	5 328 160
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	451 231	378 312
Organismes contrôlés et partenariats[1]	10	39 704	44 716
	11	490 935	423 028
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affectation budget subséquent	12.1	125 700	
▪ Jeunesse	12.2	8 164	
	13	133 864	
Organismes contrôlés et partenariats[1]			
▪ Régie de l'eau de l'Île-Perrot	14.1	17 679	29 996
	15	17 679	29 996
	16	151 543	29 996

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	17.1		
	18		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	19.1		
	20		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	21	72 102	101 089
Organismes contrôlés et partenariats	22	5 512	4 832
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	23		
Organismes contrôlés et partenariats	24		
Montant non réservé			
Administration municipale	25		
Organismes contrôlés et partenariats	26		
Fonds local d'investissement	27		
Fonds local de solidarité	28		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	30 000	20 000
Autres			
▪	30.1		
	31	107 614	125 921
	32	107 614	125 921

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34	( )	( )
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35	( )	( )
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36	( )	( )
Autres	37	( )	( )
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38	( )	( )
	39	( )	( )
Assainissement des sites contaminés	40	( )	( )
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	41	( )	( )
Appariement fiscal pour revenus de transfert	42	( )	( )
Autres			
▪	43.1	( )	( )
	44	( )	( )
Autres mesures d'allègement fiscal			
Mesures relatives à la TVQ			
Utilisation du fonds général	45	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	46	( )	( )
Mesures relatives à la COVID-19			
Utilisation du fonds général	47	( )	( )
Utilisation du fonds de roulement	48	( )	( )
Autres			
▪	49.1	( )	( )
	50	( )	( )
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Mesure relative à la TVQ	51	( )	( )
Mesure relative à la COVID-19	52	( )	( )
Frais d'émission de la dette à long terme	53	( )	( )
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	54	( )	( )
Autres			
▪	55.1	( )	( )
	56	( )	( )
Éléments présentés à l'encontre des DCTP			
Financement des activités de fonctionnement	57		
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	58		
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	59		
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	60		
Autres			
▪	61.1		
	62		
	63	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	64		
Investissements à financer	65	(516 179)	(297 276)
	66	(516 179)	(297 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	67	8 373 350	6 887 639
Propriétés destinées à la revente	68		
Prêts	69		
Placements de portefeuille à titre d'investissement	70		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	71		
	72	8 373 350	6 887 639
Ajustements aux éléments d'actif	73		
	74	8 373 350	6 887 639
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	75	(2 000 525)	(1 837 506)
Frais reportés liés à la dette à long terme	76	(5 677)	(3 642)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	77		
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	78		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	79		
	80	(2 006 202)	(1 841 148)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	81	( )	( )
	82	(2 006 202)	(1 841 148)
	83	6 367 148	5 046 491

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	( )	( )
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	( )	( )
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	( )	( )
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	( )	( )
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38		
Prestations versées au cours de l'exercice	39		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42		
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	43		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44		
DMERCA du nouveau volet	45		
DMERCA de l'ancien volet	46		
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%	%
Autres hypothèses économiques			
▪	52.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

		2024	2023
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	55		
Charge de l'exercice	56	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60	( )	( )
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63		
Provision pour moins-value	64	( )	( )
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes et avantages en cause	66		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68	( )	( )
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69	( )	( )

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	( )	( )
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	( )	( )
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	82		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	83		
Rendement espéré des actifs	84	( )	( )
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	85		
Charge de l'exercice	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	( )	( )
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques			
▪	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104	2

Description des régimes et autres renseignements

Les régimes de retraite des employés de la municipalité et de la Régie de l'eau de l'Île-Perrot sont des régimes à cotisations déterminées. La dépense est représentée par la cotisation due par la municipalité et la régie en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice à un taux équivalent à 6,5 % et 7,5 % respectivement du salaire brut versé à l'employé.

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109	60 339	48 430
	110	60 339	48 430

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111	

Description des régimes et autres renseignements

		2024	2023
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113		
REER	114		
Autres régimes	115		
	116		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2024	2023
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	7	7

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec, qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		2024	2023
Cotisations des élus au RREM	118	3 388	3 854
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	14 806	12 651
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120		3 128
	121	14 806	15 779

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TAXES		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	1 930 599	1 929 473	1 929 473	1 798 392
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	116 606	116 998	116 998	116 742
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7				
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	2 047 205	2 046 471	2 046 471	1 915 134
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	354 381	353 763	353 763	334 773
Égout	13	443 132	442 945	442 945	421 648
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	315 407	315 515	315 515	300 987
Autres					
▪	16.1				
Centres d'urgence 9-1-1	17	9 500	11 106	11 106	10 156
Service de la dette	18				
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	1 122 420	1 123 329	1 123 329	1 067 564
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 122 420	1 123 329	1 123 329	1 067 564
	27	3 169 625	3 169 800	3 169 800	2 982 698

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28				
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29				
Compensations pour les terres publiques	30				
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	31				
Cégeps et universités	32	13 357	11 071	11 071	10 210
Écoles primaires et secondaires	33	37 556	36 726	36 726	33 871
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34				
	35	50 913	47 797	47 797	44 081
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	36				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	37				
Taxes d'affaires	38				
	39				
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	40				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	41				
	42				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43				
Autres	44				
	45				
	46	50 913	47 797	47 797	44 081

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT					
Administration générale	47		6 351	6 351	
Sécurité publique					
Police	48				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	49				
Autres	50	1 500	7 630	7 630	3 722
Sécurité civile	51				
Autres	52		85 282	85 282	160 272
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	53	2 500	28 278	28 278	17 673
Enlèvement de la neige	54				
Autres	55				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	56				
Transport adapté	57				
Transport scolaire	58				
Autres	59				
Transport aérien	60				
Transport par eau	61				
Autres	62				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	63				
Réseau de distribution de l'eau potable	64		19 404	19 404	
Traitement des eaux usées	65				
Réseaux d'égout	66				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	67	20 000	30 207	30 207	32 960
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	68				
Tri et conditionnement	69				
Autres	70				
Autres	71		24 047	24 047	
Cours d'eau	72				
Protection de l'environnement	73				
Autres	74				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	75				
Autres	76				
Sécurité du revenu	77				
Autres	78				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	79				
Rénovation urbaine	80				
Promotion et développement économique	81				
Autres	82				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	83	12 489	54 581	54 581	19 143
Activités culturelles					
Bibliothèques	84				
Autres	85				
Réseau d'électricité	86				
	87	36 489	255 780	255 780	233 770

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT					
Administration générale	88		4 684	4 684	
Sécurité publique					
Police	89				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	90				
Autres	91				
Sécurité civile	92				
Autres	93				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	94		278 730	278 730	
Enlèvement de la neige	95				
Autres	96				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	97				
Transport adapté	98				
Transport scolaire	99				
Autres	100				
Transport aérien	101				
Transport par eau	102				
Autres	103				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	104				
Réseau de distribution de l'eau potable	105		740 443	740 443	
Traitement des eaux usées	106				
Réseaux d'égout	107		205 167	205 167	
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	108				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	109				
Tri et conditionnement	110				
Autres	111				
Autres	112				
Cours d'eau	113				
Protection de l'environnement	114				
Autres	115				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	116				
Autres	117				
Sécurité du revenu	118				
Autres	119				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	120				
Rénovation urbaine	121				
Promotion et développement économique	122				
Autres	123				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	124		73 910	73 910	
Activités culturelles					
Bibliothèques	125				
Autres	126				
Réseau d'électricité	127				
	128		1 302 934	1 302 934	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
TRANSFERTS DE DROIT					
Regroupement municipal et réorganisation municipale	129				
Péréquation	130				
Neutralité	131				
Partage des redevances sur les ressources naturelles	132				
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	133				
Fonds de développement des territoires	134				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	135				
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	136	101 959	101 959	101 959	31 272
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	137				
Autres	138		7 594	7 594	
	139	101 959	109 553	109 553	31 272
TOTAL DES TRANSFERTS	140	138 448	1 668 267	1 668 267	265 042

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS		**2024**	**2024**	**2024**	**2023**
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	141				
Évaluation	142				
Autres	143				
	144				
Sécurité publique					
Police	145				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	146				
Autres	147	32 150	38 996	38 996	45 494
Sécurité civile	148				
Autres	149				
	150	32 150	38 996	38 996	45 494
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	151				
Enlèvement de la neige	152				
Autres	153				
Transport collectif	154				
Autres	155				
	156				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	157				
Réseau de distribution de l'eau potable	158			5 454	
Traitement des eaux usées	159				
Réseaux d'égout	160				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	161				
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	162				
Tri et conditionnement	163				
Autres	164				
Autres	165				
Cours d'eau	166				
Protection de l'environnement	167				
Autres	168				
	169			5 454	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	170				
Autres	171				
Autres	172				
	173				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	174				
Rénovation urbaine	175				
Promotion et développement économique	176				
Autres	177				
	178				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	179				
Activités culturelles					
Bibliothèques	180				
Autres	181				
	182				
Réseau d'électricité	183				
	184	32 150	38 996	44 450	45 494

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	185				
Évaluation	186				
Autres	187	3 450	5 840	5 840	5 500
	188	3 450	5 840	5 840	5 500
Sécurité publique					
Police	189				
Sécurité incendie					
Premiers répondants	190				
Autres	191				
Sécurité civile	192				
Autres	193				
	194				
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	195				
Enlèvement de la neige	196				
Autres	197				
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	198				
Transport adapté	199				
Transport scolaire	200				
Autres	201				
Autres	202				
	203				
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	204				
Réseau de distribution de l'eau potable	205				
Traitement des eaux usées	206				
Réseaux d'égout	207				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	208				
Matières recyclables	209	3 000	7 822	7 822	4 824
Autres	210				
Cours d'eau	211				
Protection de l'environnement	212				
Autres	213				
	214	3 000	7 822	7 822	4 824

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale Budget 2024	Administration municipale Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2024	Données consolidées Réalisations 2023
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Habitation					
Logement social	215				
Autres	216				
Sécurité du revenu	217				
Autres	218				
	219				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	220	1 000	1 250	1 250	1 000
Rénovation urbaine	221				
Promotion et développement économique	222				
Autres	223				
	224	1 000	1 250	1 250	1 000
Loisirs et culture					
Activités récréatives	225	18 000	17 632	17 632	23 819
Activités culturelles					
Bibliothèques	226		2 442	2 442	2 852
Autres	227	5 500	15 464	15 464	11 979
	228	23 500	35 538	35 538	38 650
Réseau d'électricité	229				
	230	30 950	50 450	50 450	49 974
TOTAL DES SERVICES RENDUS	231	63 100	89 446	94 900	95 468

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	232	3 400	3 936	3 936	4 443
Droits de mutation immobilière	233	90 000	97 844	97 844	120 915
Droits sur les carrières et sablières	234				
Autres	235				
	236	93 400	101 780	101 780	125 358
AMENDES ET PÉNALITÉS	237	7 000	445	445	10 210
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE	238				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS	239	28 000	54 742	61 144	60 755
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	240				
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	241				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	242				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	243				
Contributions des promoteurs	244				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	245				
Contributions des organismes municipaux	246				
Autres contributions	247				
Redevances réglementaires	248				
Autres	249	37 000	68 733	68 733	29 275
	250	37 000	68 733	68 733	29 275
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	251				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	150 747	147 291	1 406	148 697	148 697	155 881
Greffe et application de la loi	2	3 500	975		975	975	3 402
Gestion financière et administrative	3	660 077	720 894	5 106	726 000	726 000	660 078
Évaluation	4	25 403	28 115		28 115	28 115	15 058
Gestion du personnel	5						
Autres							
▪ Autres	6.1	17 222	12 165		12 165	12 165	8 636
	7	856 949	909 440	6 512	915 952	915 952	843 055
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	8	219 642	228 047		228 047	228 047	124 859
Sécurité incendie							
Premiers répondants	9						
Autres	10	398 616	369 247	75 934	445 181	445 181	489 539
Sécurité civile	11		44 668	6 939	51 607	51 607	86 298
Autres	12	3 528	5 050		5 050	5 050	3 413
	13	621 786	647 012	82 873	729 885	729 885	704 109
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	244 605	306 004	57 301	363 305	363 305	314 855
Enlèvement de la neige	15	100 574	105 050		105 050	105 050	103 211
Éclairage des rues	16	6 808	6 737		6 737	6 737	6 536
Circulation et stationnement	17	3 160	7 102		7 102	7 102	17 664
Transport collectif							
Transport en commun	18	47 627	47 478		47 478	47 478	45 717
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			5 823	5 823	5 823	5 823
	22	402 774	472 371	63 124	535 495	535 495	493 806

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	225 831	209 029		209 029	170 976	154 592
Réseau de distribution de l'eau potable	24	107 685	80 851	67 099	147 950	179 405	161 893
Traitement des eaux usées	25	380 353	357 503	89 757	447 260	447 260	461 452
Réseaux d'égout	26	88 537	98 804	23 968	122 772	122 772	133 837
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	63 379	59 330		59 330	59 330	130 193
Élimination	28	63 894	64 369		64 369	64 369	66 821
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	51 286	51 286		51 286	51 286	51 765
Tri et conditionnement	30	12 822	12 821		12 821	12 821	12 941
Matières organiques							
Collecte et transport	31	71 674	73 904		73 904	73 904	142 405
Traitement	32	10 013	9 753		9 753	9 753	12 240
Matériaux secs	33	5 000	6 236		6 236	6 236	5 296
Autres	34	10 480	10 479		10 479	10 479	10 851
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39						
	40	1 090 954	1 034 365	180 824	1 215 189	1 208 591	1 344 286
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Habitation							
Logement social	41	14 716	13 137		13 137	13 137	13 414
Autres	42						
Sécurité du revenu	43						
Autres	44						
	45	14 716	13 137		13 137	13 137	13 414

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	46	108 673	110 310		110 310	110 310	102 669
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	47						
Autres biens	48						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	49	17 161	16 421		16 421	16 421	16 322
Tourisme	50						
Autres	51						
Autres	52						
	53	125 834	126 731		126 731	126 731	118 991
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	54	63 942	79 103	21 873	100 976	100 976	76 916
Patinoires intérieures et extérieures	55	19 924	12 331		12 331	12 331	17 473
Piscines, plages et ports de plaisance	56	60 550	72 816	4 476	77 292	77 292	61 854
Parcs et terrains de jeux	57	129 383	114 154	3 762	117 916	117 916	144 442
Parcs régionaux	58						
Expositions et foires	59	6 000	5 625		5 625	5 625	4 515
Autres	60	11 700	17 425		17 425	17 425	33 875
	61	291 499	301 454	30 111	331 565	331 565	339 075
Activités culturelles							
Centres communautaires	62						
Bibliothèques	63	5 000	9 250		9 250	9 250	5 550
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	64						
Autres ressources du patrimoine	65						
Autres	66	18 864	18 472		18 472	18 472	18 311
	67	23 864	27 722		27 722	27 722	23 861
	68	315 363	329 176	30 111	359 287	359 287	362 936

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	69						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	70	26 006	25 609		25 609	42 045	37 187
Autres frais	71		831		831	1 212	1 239
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	72						
Autres	73	2 540	7 630		7 630	7 630	2 962
	74	28 546	34 070		34 070	50 887	41 388
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	75						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	76		363 444	(363 444)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories 2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées 3
Analyse de la dette à long terme consolidée 4
Endettement total net à long terme consolidé 5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée 6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets 8
Analyse de la rémunération non consolidée 9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources 10
Frais de financement non consolidés par activités 11
Rémunération des élus 12

Autres renseignements

Questionnaire 13

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	740 443	1 250 831	
Usines de traitement de l'eau potable	2			292 786
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	205 167	205 167	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	182 487	182 487	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13			
Édifices communautaires et récréatifs	14	128 010	128 010	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	6 706	8 659	6 885
Ameublement et équipement de bureau	18			14 640
Machinerie, outillage et équipement divers	19	93 499	123 536	10 969
Terrains	20			
Autres	21			
	22	1 356 312	1 898 690	325 280

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	740 443	1 250 831	
Usines de traitement de l'eau potable	2			292 786
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	205 167	205 167	
Autres infrastructures	5	182 487	182 487	
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			
Autres immobilisations corporelles	11	228 215	260 205	32 494
	12	1 356 312	1 898 690	325 280

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Solde au 1er janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5				
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	1 841 148	300 500	135 446	2 006 202
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	1 841 148	300 500	135 446	2 006 202
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18				
	19	1 841 148	300 500	135 446	2 006 202
Dette en cours de refinancement	20	( )		( )	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	1 841 148	300 500	135 446	2 006 202

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 358 600
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5.1	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	6	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Autres montants	9	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
Autres		
▪	11.1	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	1 358 600
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	13	1 161 869
Endettement net à long terme	14	2 520 469
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	15	34 266
Communauté métropolitaine	16	29 343
Autres organismes	17	241 000
Endettement total net à long terme	18	2 825 078
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 825 078
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2024	Réalisations 2023
Administration générale					
Greffe et application de la loi	1	500			501
Évaluation	2	24 903	28 115	28 115	11 745
Autres	3	15 570	17 147	17 147	17 290
Sécurité publique					
Police	4	1 048	1 047	1 047	1 059
Sécurité incendie	5	2 113	2 112	2 112	1 428
Sécurité civile	6				
Autres	7	3 406	3 405	3 405	1 950
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	459	310	310	433
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11	225 831	209 029		
Matières résiduelles	12	84 340	84 339	84 339	87 798
Cours d'eau	13				
Protection de l'environnement	14				
Autres	15				
Santé et bien-être					
Habitation	16	14 716	13 137	13 137	12 936
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	27 731	24 672	24 672	23 985
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	17 161	16 421	16 421	16 322
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				
Activités culturelles	23	18 364	18 472	18 472	18 311
Réseau d'électricité	24				
	25	436 142	418 206	209 177	193 758

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	1 356 312	27 562
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	1 356 312	27 562

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

Administration municipale		Effectifs personnes/année[2]	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total [1]
Cadres et contremaîtres	1	3,00	35,00	5 546,50	270 766	67 138	337 904
Professionnels	2	2,00	25,00	913,25	35 764	14 454	50 218
Cols blancs	3	5,00	35,00	7 097,75	248 415	78 494	326 909
Cols bleus	4	19,00	40,00	9 785,50	276 932	72 100	349 032
Policiers	5						
Pompiers	6	25,00	10,00	14 722,75	218 684	27 632	246 316
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	54,00		38 065,75	1 050 561	259 818	1 310 379
Élus	9	7,00			103 471	18 158	121 629
	10	61,00			1 154 032	277 976	1 432 008

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2					
Réseau de distribution de l'eau potable	3	5 929	226 257	514 186		746 372
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5		62 693	142 474		205 167
Autres	6	308 836	163 766	231 815	12 311	716 728
	7	314 765	452 716	888 475	12 311	1 668 267

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité

		2024	2023
Administration générale			
Greffe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	3 212	227
	4	3 212	227
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie			
Premiers répondants	6		
Autres	7	19 212	20 222
Sécurité civile	8		
Autres	9		
	10	19 212	20 222
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	11	789	830
Enlèvement de la neige	12		
Autres	13		
Transport collectif	14		
Autres	15		
	16	789	830
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	17		
Réseau de distribution de l'eau potable	18	3 677	3 872
Traitement des eaux usées	19		
Réseaux d'égout	20	323	340
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	21		
Matières recyclables	22		
Autres	23		
Cours d'eau	24		
Protection de l'environnement	25		
Autres	26		
	27	4 000	4 212
Santé et bien-être			
Habitation			
Logement social	28		
Autres	29		
Sécurité du revenu	30		
Autres	31		
	32		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	33		
Rénovation urbaine	34		
Promotion et développement économique	35		
Autres	36		
	37		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	38	6 857	5 352
Activités culturelles			
Bibliothèques	39		
Autres	40		
	41	6 857	5 352
Réseau d'électricité	42		
	43	34 070	30 843

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS[1]
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
			Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Michel Bourdeau	1.1	Maire	22 231	11 116	9 480	4 732
Julien Leclerc	1.2	Conseiller	8 008	4 004		
Nathalie Perreault	1.3	Conseiller	7 936	3 968		
Josée Paquette Bougie	1.4	Conseiller	7 936	3 968		
Isabel Boulay	1.5	Conseiller	7 793	3 896	1 100	550
Ian Gray	1.6	Conseiller	8 151	4 076		
Cheryl Brazeau	1.7	Conseiller	7 936	3 968		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	270 000 $	

Les questions 2 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités locales seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	3	$	
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	4		X

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	5	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	6	$
Ligne 3 : Autres revenus	7	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	8	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	9	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	10	$
Ligne 9 : Autres charges	11	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	13	$
Ligne 14 : Débiteurs	14	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	15	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	16	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	17	$
Ligne 20 : Revenus reportés	18	$
Ligne 21 : Dette à long terme	19	$
Ligne 24 : Libres	20	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	21	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	22	$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	23	$
Constatés au cours de l'exercice	24	$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	25	$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

5. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	26	$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	27	$
Ligne 3 : Autres revenus	28	$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	29	$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	30	$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	31	$
Ligne 9 : Autres charges	32	$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	33	$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	34	$
Ligne 14 : Débiteurs	35	$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	36	$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	37	$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	38	$
Ligne 20 : Revenus reportés	39	$
Ligne 21 : Dette à long terme	40	$
Ligne 24 : Libres	41	$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	42	$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	43	$

Les questions 6 à 15 s'appliquent aux municipalités locales seulement

6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.	44	X	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	45		$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 $ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	46	X	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2024	47	22 427	$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	48		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	49		$
Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :			
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	50		X
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024	51		$
Si oui, pour chaque redevance exigée, indiquer l'assiette, le montant de la redevance et le numéro de règlement :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

e) le pouvoir d'imposer une taxe basée sur la valeur de tout immeuble comportant un logement vacant ou sous-utilisé à des fins d'habitation en vertu de l'article 500.5.1 LCV (1000.5.1 CM). 52 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 53 _____ $

Si oui, pour chaque taxe imposée, indiquer l'assiette, le montant de la taxe et le numéro de règlement :

7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)? 54 [ ] [X]

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)? 55 [ ] [ ]

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 56 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 57 _____ $

b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation? 58 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 59 _____ $

Si oui, pour chaque contribution perçue, indiquer le montant de la contribution et le numéro de règlement :

9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)? 60 [ ] [X]

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

a) crédits de taxes 61 _____ $

b) autres formes d'aide 62 _____ $

10. La municipalité a-t-elle conclu avec toute autre municipalité locale une entente relative au partage de certains revenus en vertu de l'article 95.2 LCM? 63 [ ] [X]

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2024 64 _____ $

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

11. La municipalité établit-elle un taux particulier à la catégorie des terrains vagues desservis supérieur au double du taux de base en vertu de l'article 244.49 LFM?	65		X
Si oui, octroie-t-elle un crédit de taxe aux personnes ayant acquis, par succession, la propriété d'un terrain vague desservi ou d'une part indivise de celui-ci en vertu des articles 253.1 à 253.4 LFM?	66		
Si oui, indiquer le montant total crédité en 2024	67		$
12. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2024			
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2024	68		$
13. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2024 dans le cadre du *Volet entretien* du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD	69	14 971	$
Total des frais encourus admissibles au volet Entretien :			
a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	70		$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été			
Systèmes de sécurité	71		$
Chaussées pavées - entretien préventif	72	19 895	$
Chaussées pavées - entretien palliatif	73	13 575	$
Chaussées en gravier - entretien préventif	74		$
Chaussées en gravier - entretien palliatif	75		$
Systèmes de drainage	76	3 964	$
Abords de routes	77		$
Total des dépenses relatives à l'entretien d'été	78	37 434	$
b) Dépenses d'investissement			
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver	79		$
▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été	80		$
c) Total des frais encourus admissibles	81	37 434	$
d) Description des dépenses d'investissement			
▪ Relatives à l'entretien d'hiver :			
▪ Relatives à l'entretien d'été :			
e) Si le total des frais encourus à la ligne 81 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2024 (ligne 69), veuillez fournir les justifications :			
f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 78 et 80), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2024 (ligne 69), veuillez en fournir les explications :			

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2 :**

a) Numéro de la résolution	82	2025-04-066
b) Date d'adoption de la résolution	83	2025-04-08

14. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?* 84 [X] [ ]

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution	85	2020-01-023
b) Date d'adoption de la résolution	86	2020-01-21

15. Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)	87	
b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)	88	

Examens par un médecin vétérinaire, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens, au cours de l'année

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire (art. 5)	89	
d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique (art. 8)	90	
e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure (art. 9)	91	
f) Nombre de chiens euthanasiés parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves (art. 10)	92	
g) Nombre de chiens euthanasiés puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient (art. 11)	93	

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité, peu importe leur poids (art. 16)	94	232
i) Nombre total de chiens dont le poids est de plus 20 kg, enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	95	132
j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)	96	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Règlement

k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement? 97 ____ X

La question 16 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

Non audité		OUI	NON
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1	X	
Si oui, les *Normes comptables pour le secteur public* exigent que l'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec les résultats prévus au budget sur une base consolidée, sauf si les renseignements budgétaires relatifs aux organismes consolidés permettant de constituer un budget consolidé ne sont pas disponibles. Est-ce que l'organisme municipal présente le budget consolidé?	2	X	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	3	X	

Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

3. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	4		X
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	5		X
5. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MRNF une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	6		X

La question 6 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

6. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	7		X
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	8		

Les questions 7 et 8 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2024

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Municipalité de Terrasse-Vaudreuil | 71075 |

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus						
Fonctionnement	1	3 607 261	3 587 486	3 898 076	220 885	3 909 932
Investissement	2			1 302 934		1 302 934
	3	3 607 261	3 587 486	5 201 010	220 885	5 212 866
Charges	4	3 929 391	3 456 922	3 929 746	219 248	3 939 965
Excédent (déficit) lié aux activités	5	(322 130)	130 564	1 271 264	1 637	1 272 901
Moins : revenus d'investissement	6	( )	( )	(1 302 934)	( )	(1 302 934)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(322 130)	130 564	(31 670)	1 637	(30 033)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	331 096		363 444	49 535	412 979
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(88 900)	(90 600)	(90 600)	(44 846)	(135 446)
Affectations						
Activités d'investissement	11	( )	( )	(49 416)	(1 288)	(50 704)
Excédent (déficit) accumulé	12	420 788	(39 964)	61 589	(3 586)	58 003
Autres éléments de conciliation	13					
	14	662 984	(130 564)	285 017	(185)	284 832
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	340 854		253 347	1 452	254 799

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2023	2024		2023
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	118 585	177 457	254 480	225 193
Débiteurs	2	558 343	1 959 288	2 001 694	571 903
Prêts	3				
Placements de portefeuille	4				
Autres	5				
	6	676 928	2 136 745	2 256 174	797 096
Passifs					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	7				
Emprunts temporaires	8			486 994	296 438
Créditeurs et charges à payer	9	165 870	1 507 722	1 602 350	215 115
Revenus reportés	10	77 766	12 010	12 010	77 766
Dette à long terme	11	1 446 936	1 354 735	2 000 525	1 837 506
Passif au titre des avantages sociaux futurs	12				
Autres	13				
	14	1 690 572	2 874 467	4 101 879	2 426 825
Actifs financiers nets (dette nette)	15	(1 013 644)	(737 722)	(1 845 705)	(1 629 729)
Actifs non financiers					
Immobilisations corporelles	16	5 776 524	6 769 392	8 373 350	6 887 639
Autres	17	63 845	66 319	73 416	70 250
	18	5 840 369	6 835 711	8 446 766	6 957 889
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	19	378 312	451 231	490 935	423 028
Excédent de fonctionnement affecté	20		133 864	151 543	29 996
Réserves financières et fonds réservés	21	121 089	102 102	107 614	125 921
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	22	( )	( )	( )	( )
Financement des investissements en cours	23			(516 179)	(297 276)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24	4 327 324	5 410 792	6 367 148	5 046 491
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25				
	26	4 826 725	6 097 989	6 601 061	5 328 160

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Affectation budget subséquent	1.1	125 700	
▪ Jeunesse	1.2	8 164	
	2	133 864	
Organismes contrôlés et partenariats[1]	3	17 679	29 996
	4	151 543	29 996
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	5.1		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	72 102	101 089
Organismes contrôlés et partenariats	8	5 512	4 832
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9		
Organismes contrôlés et partenariats	10		
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	30 000	20 000
Autres			
▪	14.1		
	15	107 614	125 921
	16	259 157	155 917

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	1 358 600
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	2 825 078

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2024

		2024	2023
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	2 006 202	1 841 148
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6		
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7		
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	2 006 202	1 841 148

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Budget 2024	Réalisations 2024	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	2 982 698	3 169 625	3 169 800	3 169 800
Compensations tenant lieu de taxes	13	44 081	50 913	47 797	47 797
Quotes-parts	14				
Transferts	15	265 042	138 448	365 333	365 333
Services rendus	16	95 468	63 100	89 446	94 900
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	135 568	100 400	102 225	102 225
Autres	18	84 404	65 000	123 475	129 877
	19	3 607 261	3 587 486	3 898 076	3 909 932
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22			1 302 934	1 302 934
Autres	23				
	24			1 302 934	1 302 934
	25	3 607 261	3 587 486	5 201 010	5 212 866

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2024	Réalisations 2024			Réalisations	Réalisations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2024	2023
Administration générale	1	856 949	909 440	6 512	915 952	915 952	843 055
Sécurité publique							
Police	2	219 642	228 047		228 047	228 047	124 859
Sécurité incendie	3	398 616	369 247	75 934	445 181	445 181	489 539
Autres	4	3 528	49 718	6 939	56 657	56 657	89 711
Transport							
Réseau routier	5	355 147	424 893	57 301	482 194	482 194	442 266
Transport collectif	6	47 627	47 478		47 478	47 478	45 717
Autres	7			5 823	5 823	5 823	5 823
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	802 406	746 187	180 824	927 011	920 413	911 774
Matières résiduelles	9	288 548	288 178		288 178	288 178	432 512
Autres	10						
Santé et bien-être	11	14 716	13 137		13 137	13 137	13 414
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	108 673	110 310		110 310	110 310	102 669
Promotion et développement économique	13	17 161	16 421		16 421	16 421	16 322
Autres	14						
Loisirs et culture	15	315 363	329 176	30 111	359 287	359 287	362 936
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	28 546	34 070		34 070	50 887	41 388
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	3 456 922	3 566 302	363 444	3 929 746	3 939 965	3 921 985
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20		363 444	(363 444)			
	21	3 456 922	3 929 746		3 929 746	3 939 965	3 921 985

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2024

		Réalisations 2023	Réalisations 2024		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé[1]
Revenus d'investissement	1		1 302 934		1 302 934
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2	(27 562)	(1 356 312)	(542 378)	(1 898 690)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3	( )	( )	( )	( )
Financement à long terme des activités d'investissement	4			300 500	300 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	5		49 416	1 288	50 704
Excédent accumulé	6	27 562	100 205	21 687	121 892
	7		(1 206 691)	(218 903)	(1 425 594)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8		96 243	(218 903)	(122 660)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14